ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 21 septembre 1992, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "portant approbation du premier contrat de gestion de la Société nationale des chemins de fer belges", a donné le 28 septembre 1992 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 21 september 1992 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "houdende goedkeuring van het beheerscontract van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen", heeft op 28 september 1992 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

1. En plusieurs de ses dispositions, l'arrêté royal en projet modifie des dispositions légales. Pour ce faire, le Roi trouve une habilitation, tantôt dans l'article 1er, § 2, de la loi du 21 mars 1991 (article 2 du projet), tantôt dans l'article 1er, § 3, de la même loi (article 3 du projet), tantôt dans l'article 2, § 1er, de cette loi (articles 6 à 14 du projet) (1).

Comme la section de législation l'a relevé dans son avis L. 21.599/9 sur le projet d'arrêté royal portant approbation du contrat de gestion entre l'Etat et BELGACOM et dans son avis L. 21.718/9 sur un projet d'arrêté royal portant approbation du premier contrat de gestion conclu entre LA POSTE et l'Etat belge

> "il ressort des travaux préparatoires de la loi précitée que la volonté du législateur, affirmée à plusieurs reprises, est de concevoir cette habilitation de manière restrictive" (2).

Elle examinera donc si les articles 6 à 14 n'excèdent pas l'habilitation conférée au Roi par le législateur et, le cas échéant, fera des observations à cet égard lors de l'examen du projet.

---

(1) A propos de cette dernière disposition, il importe de rappeler que, dans son avis L. 19.954/9, la section de législation avait estimé que l'habilitation donnée au Roi était excessive (Doc. parl., Chambre, s.o. 1989-1990, n° 1287/1, p. 161).

(2) Doc. parl., Chambre, s.o. 1989-1990, n° 1287/1, p. 10; Doc. parl., Chambre, s.o. 1989-1990, n° 1287/10, p. 45; Doc. parl., Sénat, s.o. 1990-1991, n° 1173/2, p. 25.

2. Selon l'article 3, § 5, de la loi du 21 mars 1991,

> "le contrat de gestion ne constitue pas un acte ou règlement visé à l'article 14 des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973. Toutes ses clauses sont réputées contractuelles".

Cette disposition n'a pas prêté à discussion lors des travaux préparatoires de cette loi.

Il en résulte que n'étant pas revêtu d'un caractère réglementaire au sens de l'article 3 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, le contrat de gestion ne doit pas être examiné par la section de législation.

3. Le Conseil d'Etat croit devoir rappeler que l'article 23, § 6, de la loi du 21 mars 1991 doit s'appliquer aussi à l'arrêté en projet.

Il ressort, en effet, des travaux préparatoires de cette loi qu'

> "en vertu de l'article 23, § 6, ... (les) arrêtés royaux feront l'objet d'un rapport aux Chambres législatives" (1),

ce qui fut confirmé en Commission du Sénat (2).

---

(1) Doc parl., Chambre, s.o. 1989-1990, n° 1287/1, p. 10.

(2) Doc. parl., Sénat, s.o. 1990-1991, n° 1173/2, p. 22.

Il convient donc que l'arrêté en projet et le contrat de gestion soient communiqués aux Chambres législatives.

*

* *

EXAMEN DU PROJET.

Intitulé.

L'intitulé ne rend pas suffisamment compte du contenu de l'arrêté en projet, qui est plus vaste que la seule approbation du premier contrat de gestion de la Société nationale des chemins de fer belges.

Il est proposé de le rédiger comme suit :

"Arrêté royal portant approbation du premier contrat de gestion de la Société nationale des chemins de fer belges et fixant des mesures relatives à cette société".

Préambule.

Alinéa 1er.

L'arrêté royal n° 238 du 31 décembre 1983 modifiant la loi du 23 juillet 1926 créant la S.N.C.B. est abrogé par

l’article 164, 1°, de la loi du 21 mars 1991, à la date de la signature de l’arrêté en projet selon l’article 168, § 3, de la même loi. Il y a donc lieu de l’omettre dans le visa, puisqu’il cessera d’être en vigueur lors de la signature de l’arrêté.

Alinéa 2.

1° En ce qui concerne l’article 1er de la loi du 16 mars 1954, la liste des modifications apportées à cette disposition doit être complétée par la mention de :

- l’arrêté royal n° 513 du 27 mars 1987;
- le décret du 27 juin 1990;
- l’ordonnance du 19 juillet 1990;
- la loi du 6 août 1990;
- la loi du 28 décembre 1990;
- le décret du 28 février 1991;
- le décret du 27 mars 1991;
- le décret du 3 juillet 1991;
- la loi du 20 juillet 1991;
- la loi du 22 juillet 1991.

2° En ce qui concerne l’article 11 de la même loi, il faut omettre des modifications l’arrêté royal du 18 décembre 1957, abrogé par l’arrêté royal du 18 avril 1967, et ajouter, à cette même liste, la loi du 22 juillet 1991.

Alinéa 6.

Il n’y a pas lieu de viser l’avis de l’inspection des Finances lorsque l’accord du ministre du Budget a été donné.

L’alinéa 6 doit donc être omis.

Proposant.

Il faut écrire :

"Sur la proposition de Notre vice-premier ministre et ministre des Communications ...".

La formule de signature doit être écrite de la même manière.

Dispositif.

Observation générale.

1. Afin de mieux faire apparaître que le processus prévu par la loi du 21 mars 1991 pour qu’un organisme d’intérêt public devienne une entreprise publique autonome a été respecté par les auteurs du projet, la présentation de celui-ci devrait être restructurée.

En effet, si l'on ne voit pas d'inconvénient à ce que les diverses étapes prévues en vue du classement d'un organisme parmi les entreprises publiques autonomes soient réalisées et consignées dans le même texte, celui-ci doit cependant suivre le déroulement du processus, tel qu'il est prévu, chaque étape normative étant conditionnée par la réalisation de la précédente.

C'est ainsi que, selon l'article premier de la loi du 21 mars 1991, un organisme n'acquiert l'autonomie de gestion prévue par cette même loi que si deux conditions sont remplies : la conclusion et l'approbation du contrat de gestion (1) et l'adaptation du statut organique de l'organisme par la loi (article 1er, § 1er) ou par le Roi (article 2, § 1er). Le Roi peut alors seulement supprimer l'organisme de la liste de l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 et le classer à l'article 1er, § 4, de la loi du 21 mars 1991.

Ce n'est qu'à ce moment que l'organisme devenu entreprise publique autonome, peut être transformé en société anonyme de droit public aux termes de l'article 37 de la loi du 21 mars 1991 et que ses statuts peuvent être adaptés à sa nouvelle identité.

2. Par ailleurs, afin d'assurer une meilleure lisibilité du nouveau statut de la S.N.C.B., mieux vaut éviter de laisser subsister quelques dispositions autonomes, lesquelles, dans la mesure du possible, devraient être intégrées dans les textes organiques applicables à cette société.

---

(1) En effet, le contrat de gestion doit être en vigueur pour que l'organisme puisse devenir une entreprise publique autonome (article 1er, §§ 2 et 3). Or, cette entrée en vigueur ne peut intervenir qu'après son approbation par le Roi (article 4, § 3).

Compte tenu des deux observations qui précèdent, il est proposé de revoir le texte du projet comme suit :

1° Le chapitre premier (et non I) conserverait son intitulé et serait divisé en quatre sections :

a) La section première, intitulée : "Approbation du premier contrat de gestion de la S.N.C.B.", comprendrait l'article 1er.

b) La section II s'intitulerait : "Modifications à la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges".

Cette section comprendrait les articles 5 à 12 du projet.

Il se justifie, en effet, d'intégrer l'article 5 en projet à l'article 4 de la loi du 23 juillet 1926, étant donné que les dispositions de cet article 5 constituent une suite logique de la modification de l'article 1er de la loi du 23 juillet 1926 par l'article 6 en projet et que, comme l'indique précisément le rapport au Roi (p. 5), "l'article 4 est abrogé suite à la modification de la nature de l'apport de l'Etat dont question à l'article 5 du projet.".

Il en résulte que :

- l'article 6 deviendrait l'article 2 (1);

- l'article 3 reproduirait l'article 5 en projet, qui devrait être rédigé comme suit :

"Art. 3. L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 4. ... (reproduire le texte de l'article 5, sauf à remplacer, à l'alinéa 2, les mots "du présent arrêté" par les mots "du présent article")"";

- l'article 4 reproduirait l'article 8 en projet, sauf l'abrogation de l'article 3 (voir infra) et de l'article 4;

c) La section III s'intitulerait : "Modifications à la loi-programme du 30 décembre 1988".

Elle comprendrait les articles 13 et 14 en projet qui deviendraient les articles 9 et 10.

D'autre part, il est proposé d'intégrer l'article 14 en projet (devenant l'article 10) dans la loi-programme du 30 décembre 1988 sous la forme d'un article 164bis.

---

(1) L'article 7 du projet sera omis comme il est proposé ci-dessus.

d) La section IV s'intitulerait : "Classement de la S.C.N.B parmi les entreprises publiques autonomes" et reprendrait les articles 2 et 3 en projet, qui deviendraient les articles 11 et 12.

2° Le chapitre II s'intitulerait : "Transformation de la S.N.C.B. en société anonyme de droit public".

a) La section première s'intitulerait : "Modification à la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges" et reprendrait, sous la forme d'un article 13, l'article 4 en projet qui serait intégré à l'article 3 de la loi du 23 juillet 1926.

Cet article 13 serait rédigé comme suit :

"Art. 13. L'article 3 de la loi du 23 juillet 1926 créant la S.N.C.B. est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 3. La S.N.C.B. est transformée en société anonyme de droit public au sens de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques"" (1).

---

(1) Cette précision est ajoutée afin d'éviter la confusion avec des qualifications identiques utilisées dans d'autres lois, telles la loi du 2 avril 1962 constituant une Société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement.

b) La section II reprendrait le chapitre IV en projet dont l'article 15 deviendrait l'article 14.

3° Le chapitre V deviendrait le chapitre III.

Article premier.

1. Le contrat de gestion doit être annexé à l'arrêté en projet, conformément à l'article 6 de la loi du 21 mars 1991, et publié avec lui.

Il y a lieu d'écrire :

"Article premier. Le contrat de gestion, annexé au présent arrêté, conclu ...".

Par ailleurs, cette annexe doit comporter la mention : "Vu pour être annexé au présent arrêté".

2. La seconde phrase doit figurer dans la disposition finale, c'est-à-dire à l'article 17 du projet, devenant l'article 16.

Article 2 (devenant l'article 11).

La disposition doit être rédigée comme suit :

"Art. 11. Dans l'article 1er, B, de la loi du 16 mars 1954, ..., les mots "Société nationale des chemins de fer belges" sont supprimés".

Article 3 (devenant l'article 12).

La disposition doit être rédigée plus simplement comme suit :

"Art. 12. L'article 1er, § 4, de la loi du 21 mars 1991 ... est complété comme suit :

"2° la Société nationale des chemins de fer belges"".

Article 5 (devenant l'article 3).

1. Le texte s'inspire de l'article 57 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions. Il ne reprend pas le paragraphe 7 qui, pourtant, s'est révélé très utile dans les litiges soumis aux cours et tribunaux.

2. Le texte néerlandais de la deuxième phrase de l'alinéa 2 devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. A l'alinéa 3, on écrira : "... est dressée par Nous, sur la proposition de la S.N.C.B.".

Article 6 (devenant l'article 2).

Dans le texte français, il y a lieu d'écrire :

"Art. 2. Dans l'article 1er ...".

La même remarque vaut pour l'article 11 (devenant l'article 7).

Article 7.

La disposition doit être omise comme l'ont admis les fonctionnaires délégués.

Article 8 (devenant l'article 4).

Compte tenu de l'observation générale faite sous le dispositif, au sujet de la restructuration des dispositions du projet, il faut écrire :

"Art. 4. Les articles 6, 8 et 8bis de la même loi sont abrogés".

Article 9 (devenant l'article 5).

La phrase liminaire devrait être rédigée ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

A l'alinéa 1er, 4°, il n'est pas d'usage d'interrompre une énumération par une phrase autonome. Il est proposé d'écrire : "... lors de chaque émission et dont le paiement est assuré par l'Etat".

Article 11 (devenant l'article 7).

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 7. A l'article 13 de la même loi sont apportées les modifications suivantes :

1° les alinéas 1er à 5 sont abrogés;

2° dans l'alinéa 6, 1°, les mots ...;

3° dans l'alinéa 6, 2°, les mots ...".

Article 12 (devenant l'article 8).

Il y a lieu d'omettre la référence à l'article 15.

Article 14 (devenant l'article 10).

1. Si la suggestion du Conseil d'Etat d'intégrer cet article sous la forme d'un article 164bis de la loi-programme du 30 décembre 1988 est retenue, il faut supprimer, dans la phrase liminaire, les mots "de la loi-programme du 30 décembre 1988".

2. Le paragraphe 2, 4°, dispose :

"§ 2. Le solde des avoirs, créances et dettes réciproques entre la S.N.C.B. et l'Etat, énumérés ci-après, est incorporé au capital social :

...;

4° la dette envers l'Office des Séquestres reprise sous la rubrique IX.C.1 du passif;".

La question se pose de savoir si une telle disposition a bien pour objet de rendre compatibles d'autres textes légaux avec la loi du 21 mars 1991. Il s'avère, à l'examen, que la disposition en projet ne peut être prise par le Roi en vertu des habilitations qui lui sont conférées par la loi précitée. Car, contrairement aux explications fournies par les fonctionnaires délégués, l'annulation de la dette de la S.N.C.B. vis-à-vis de l'Office des séquestres n'est pas impliquée par le transfert du réseau ferroviaire de l'Etat à la S.N.C.B. (1).

---

(1) La dette est relative à la récupération de locomotives et de matériel roulant fabriqués pendant la guerre 1940-1945 par des ateliers de construction belges sur l'ordre de la puissance occupante (voy. le rapport au Roi, p. 21).

Dans le texte néerlandais, il faut écrire le mot "Staat" avec une majuscule. La même remarque vaut pour toutes les dispositions de l'arrêté et des statuts en projet.

Article 15 (devenant l'article 14).

Article 2 des statuts :

Il y a lieu d'écrire dans le texte français : "L'article 1er bis ...".

Article 3 des statuts :

Les mots "conseil d'administration" ne prennent pas de majuscules.

Article 4 des statuts :

Dans le texte néerlandais de l'article 4, 1°, a), il faut remplacer les mots "kunnen verdeeld worden" par les mots "kunnen worden verdeeld".

- Comme il est d'usage de ne pas interrompre une énumération, la phrase autonome figurant au 1°, a), devrait être intégrée au a) comme suit : "... par des certificats et remboursées, conformément à l'article 9 de la loi du 23 juillet 1926 précitée, en soixante-cinq ans jusqu'en l'an 2001;";

- l’alinéa distinct du 1° semble se rapporter aux actions visées au b); il y aurait lieu d’écrire : "... de cent francs chacune attribuées à l’Etat en rémunération de l’apport défini à l’article 5;";

- au 3°, l’alinéa distinct pourrait être repris dans la phrase liminaire comme suit : "... des montants, représentés par des actions ordinaires d’une valeur nominale de cent francs chacune attribuées à l’Etat : ...";

- au 4° du texte néerlandais, les mots "vervoer materieel" doivent être remplacés par le mot "transportmaterieel".

Article 5 des statuts :

L’intitulé de l’arrêté royal devra être adapté à l’intitulé proposé.

Dans le texte néerlandais, il faut remplacer les mots "in de meeste ruime zin" par les mots "in de meest ruime zin".

Article 8 des statuts :

Dans le texte néerlandais du 4°, il faut remplacer les mots "het ... door de Koning bepaald dividend" par les mots "het door de Koning bepaalde dividend".

L’article 8 reprend l’article 9, alinéas 1er et 2, nouveau, de la loi du 23 juillet 1926, en y ajoutant, à l’alinéa 2, les mots "par voie de tirage au sort ou de rachat en Bourse".

Comme les statuts le font pour d’autres dispositions de la loi du 23 juillet 1926 qu’ils reprennent, il y a lieu d’indiquer : "L’article 9 de la loi du 23 juillet 1926 précitée dispose que :", de reprendre l’ensemble de l’article 9 - et non pas seulement ses deux premiers alinéas - et d’intégrer à l’article 9 de la loi du 23 juillet 1926 les mots ajoutés par les statuts et mentionnés ci-dessus.

La même remarque vaut pour l’article 9 des statuts qui reprend l’article 10 de la loi du 23 juillet 1926.

Article 12 des statuts :

1° A l’alinéa 1er, mieux vaut écrire : "L’article 18, § 1er, de la loi ..." et supprimer le paragraphe 1er dans les guillemets.

2° A l’alinéa 2, mieux vaut écrire : "En vertu de l’ article 18, § 2, alinéa 2, de la loi précitée, ...".

3° Deux corrections doivent être apportées au texte tel qu’il est repris par les statuts : au paragraphe 2, alinéa 2, le mot "ministre" ne prend pas majuscule et au paragraphe 2, alinéa 4, le mot "sauf" doit être remplacé par le mot "sur".

Article 14 des statuts :

Il y a lieu d'ajouter les mentions "§ 1er" et "§ 2".

Article 23 des statuts :

Il faut écrire : "p.c.".

Article 16 (devenant l'article 15).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 15. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 21 août 1891 qui fixe, en exécution de la loi du 25 juillet 1891, les conditions générales de bâtisses et de plantations, modifié par l'arrêté royal du 25 avril 1934;

2° l'arrêté ministériel du 22 août 1891 qui fixe, en exécution de la loi du 25 juillet 1891, les conditions générales de bâtisses et de plantations;

3° l'arrêté royal du 1er septembre 1897 qui fixe les conditions générales d'autorisation pour l'ouverture, l'exploitation de carrières, minières, sablières,

tourbières, phosphatières, etc., et le creusement d'excavations aux abords du chemin de fer, modifié par les arrêtés royaux du 14 août 1933 et du 25 avril 1934, par l'arrêté du Régent du 11 février 1946, et par l'arrêté royal du 25 mars 1966;

4° l'arrêté ministériel du 5 septembre 1897 qui est relatif aux autorisations pour l'ouverture des carrières, etc., aux abords du chemin de fer;

5° l'arrêté-loi du 25 février 1947 autorisant le Gouvernement à conclure avec la Société nationale des chemins de fer belges, la Société anonyme dite Compagnie du chemin de fer international de Malines à Terneuzen, la Société anonyme dite Compagnie du chemin de fer de Chimay, la Société anonyme du chemin de fer électrique de Bruxelles-Tervuren et la Société nationale des chemins de fer vicinaux, des conventions en vue de l'intervention financière de l'Etat dans les charges subies par les dites sociétés ferroviaires, du fait des réductions tarifaires imposées en faveur de certaines catégories de voyageurs privilégiés;

6° l'arrêté du Régent du 19 décembre 1949 autorisant le ministre des Communications à conclure respectivement avec la Société nationale des chemins de fer belges, la Société anonyme du chemin de fer électrique de Bruxelles-Tervuren et la Société nationale des chemins de fer vicinaux, une convention en vue de l'intervention financière de l'Etat dans les charges subies par les dites sociétés ferroviaires du fait des réductions

tarifaires prescrites en faveur de certaines catégories de voyageurs privilégiés;

7° l'arrêté royal du 31 juillet 1953 autorisant le ministre des Communications à conclure respectivement avec la Société nationale des chemins de fer belges, la Société anonyme du chemin de fer électrique de Bruxelles-Tervuren et la Société nationale des chemins de fer vicinaux, un avenant à la convention conclue le 10 mars 1950 avec les dites sociétés en vue de l'intervention de l'Etat dans les charges subies par elles du fait des réductions tarifaires imposées en faveur de certaines catégories de voyageurs privilégiés;

8° l'arrêté royal du 21 mars 1961 fixant les nouveaux statuts de la Société nationale des chemins de fer belges, modifié par les arrêtés royaux du 11 novembre 1967, du 30 mars 1981 et du 6 novembre 1987;

9° l'arrêté royal du 31 décembre 1964 relatif aux accords particuliers que la Société nationale des chemins de fer belges peut conclure;

10° l'arrêté royal du 14 mars 1966 relatif aux accords particuliers que la Société nationale des chemins de fer belges peut conclure pour le transport de charbon et d'acier".

Article 17 (devenant l’article 16).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 16. Entrent en vigueur le jour de leur publication au Moniteur belge :

1° le présent arrêté;

2° le contrat de gestion qui y est annexé".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

1. Het ontworpen koninklijk besluit wijzigt, in verscheidene van zijn bepalingen, wetsbepalingen. Daartoe treft de Koning nu eens in artikel 1, § 2, van de wet van 21 maart 1991 (artikel 2 van het ontwerp) een machtiging aan, dan weer in artikel 1, § 3, van dezelfde wet (artikel 3 van het ontwerp), maar ook in artikel 2, § 1, van die wet (de artikelen 6 tot 14 van het ontwerp) (1).

Zoals de afdeling wetgeving in haar advies L. 21.599/9 over het ontwerp van koninklijk besluit houdende goedkeuring van het beheerscontract tussen de Staat en BELGACOM en in haar advies L. 21.718/9 over een ontwerp van koninklijk besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract tussen DE POST en de Belgische Staat heeft opgemerkt

> "(blijkt) uit de parlementaire voorbereiding van de voormelde wet (...) dat het de wil van de wetgever is, en dit werd herhaaldelijk gesteld, dat die machtiging in enge zin wordt opgevat" (2).

---

(1) In verband met die laatste bepaling is het van belang eraan te herinneren dat de afdeling wetgeving in haar advies L. 19.954/9 geoordeeld had dat de aan de Koning verleende machtiging overdreven was (Gedr. St. Kamer, g.z. 1989-1990, nr. 1287/1, blz. 161).

(2) Gedr. St. Kamer, g.z. 1989-1990, nr. 1287/1, blz. 10; Gedr. St. Kamer, g.z. 1989-1990, nr. 1287/10, blz. 45; Gedr. St. Senaat, g.z. 1990-1991, nr. 1173/2, blz. 25.

Zij zal dus onderzoeken of de artikelen 6 tot 14 de machtiging die door de wetgever aan de Koning is gegeven, niet overschrijden en, in voorkomend geval, opmerkingen in dat verband maken tijdens het onderzoek van het ontwerp.

2. Artikel 3, § 5, van de wet van 21 maart 1991 luidt als voglt :

> "Het beheerscontract is geen akte of reglement bedoeld in artikel 14 van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973. Alle clausules in het beheerscontract worden geacht contractueel te zijn".

Deze bepaling heeft geen aanleiding gegeven tot discussie ten tijde van de parlementaire voorbereiding van die wet.

Hieruit volgt dat het beheerscontract door de afdeling wetgeving niet onderzocht behoeft te worden daar het niet van reglementaire aard is in de zin van artikel 3 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

3. De Raad van State meent er te moeten aan herinneren dat artikel 23, § 6, van de wet van 21 maart 1991 ook van toepassing moet zijn op het ontworpen besluit.

Uit de parlementaire voorbereiding van die wet blijkt immers dat

"krachtens artikel 23, § 6, ... (over die koninklijke besluiten) aan de Wetgevende Kamers verslag zal worden uitgebracht" (1),

deze passage is bevestigd in de Senaatscommissie (2).

Het ontworpen besluit alsook het beheerscontract behoren derhalve aan de Wetgevende Kamers te worden voorgelegd.

*

* *

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP.

Opschrift.

Het opschrift geeft niet voldoende de inhoud van het ontworpen besluit weer dat ruimer is dan de loutere goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

Voorgesteld wordt het als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit tot goedkeuring van het eerste beheerscontract van de Nationale Maatschappij der Belgische

---

(1) Gedr. St., Kamer, g.z. 1989-1990, nr. 1287/1, blz. 10.

(2) Gedr. St., Senaat, g.z. 1990-1991, nr. 1173/2, blz. 22.

Spoorwegen en tot vaststelling van maatregelen met betrekking tot die maatschappij".

Aanhef.

Eerste lid.

Het koninklijk besluit nr. 238 van 31 december 1983 tot wijziging van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de N.M.B.S. wordt opgeheven bij artikel 164, 1°, van de wet van 21 maart 1991; volgens artikel 168, § 3, van dezelfde wet geschiedt die opheffing op de datum waarop het ontworpen besluit ondertekend wordt. De verwijzing naar het besluit van 1983 moet dus vervallen in de aanhef, aangezien dat besluit niet meer van kracht zal zijn op het ogenblik van de ondertekening van het besluit.

Tweede lid.

1° De lijst van de wijzigingen die zijn aangebracht in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 moet worden aangevuld met de vermelding van :

- het koninklijk besluit nr. 513 van 27 maart 1987;
- het decreet van 27 juni 1990;
- de ordonnantie van 19 juli 1990;
- de wet van 6 augustus 1990;
- de wet van 28 december 1990;
- het decreet van 28 februari 1991;

- het decreet van 27 maart 1991;
- het decreet van 3 juli 1991;
- de wet van 20 juli 1991;
- de wet van 22 juli 1991.

2° Wat artikel 11 van dezelfde wet betreft, dient bij de wijzigingen de verwijzing te vervallen naar het koninklijk besluit van 18 december 1957, dat is opgeheven bij het koninklijk besluit van 18 april 1967, en dient aan dezelfde lijst de verwijzing naar de wet van 22 juli 1991 te worden toegevoegd.

Zesde lid.

Er is geen grond om te verwijzen naar het advies van de Inspectie van Financiën wanneer de akkoordbevinding van de Minister van Begroting gegeven is.

Het zesde lid moet bijgevolg vervallen.

Voordrachtformulier.

Men schrijve :

"Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen ...".

De medeondertekening moet op dezelfde wijze worden geredigeerd.

Bepalend gedeelte.

Algemene opmerking.

1. Om beter te doen uitkomen dat de procedure waarin de wet van 21 maart 1991 voorziet opdat een instelling van openbaar nut een autonoom overheidsbedrijf zou worden, door de stellers van het ontwerp in acht genomen is, zou dat ontwerp anders moeten worden ingericht.

Het is namelijk zo dat hoewel er niets op tegen is dat de verschillende fasen waarin voorzien is opdat een instelling wordt ingedeeld bij de autonome overheidsbedrijven, in dezelfde tekst worden tot stand gebracht en neergeschreven, die tekst toch het verloop van de procedure moet volgen zoals die is bepaald, waarbij de verwezenlijking van een normatieve fase bepalend is voor elke volgende normatieve fase.

Aldus verkrijgt, volgens artikel 1 van de wet van 21 maart 1991, een organisme eerst de beheersautonomie waarin diezelfde wet voorziet indien aan twee voorwaarden is voldaan : het sluiten en het goedkeuren van het beheerscontract (1) en de aanpassing van het organiek statuut van het organisme door de wet (artikel 1, § 1) of door de Koning (artikel 2, § 1). De Koning kan dan alleen de instelling

---

(1) Het beheerscontract moet immers in werking getreden zijn opdat het organisme een autonoom overheidsbedrijf zou kunnen worden (artikel 1, §§ 2 en 3). Welnu, die inwerkingtreding kan alleen geschieden nadat het contract door de Koning is goedgekeurd (artikel 4, § 3).

schrappen van de lijst van artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 en ze indelen bij artikel 1, § 4, van de wet van 21 maart 1991.

Het is eerst op dat ogenblik dat het organisme, dat een autonoom overheidsbedrijf is geworden, luidens artikel 37 van de wet van 21 maart 1991, kan worden omgezet in een naamloze vennootschap van publiek recht en dat de statuten ervan kunnen worden aangepast aan de nieuwe identiteit.

2. Om voor een betere leesbaarheid van het nieuwe statuut van de N.M.B.S. te zorgen is het voorts beter enkele zelfstandige bepalingen niet te laten voortbestaan; die bepalingen zouden zoveel mogelijk moeten worden opgenomen in de organieke teksten die van toepassing zijn op die maatschappij.

Gelet op de twee vorenstaande opmerkingen, wordt voorgesteld de tekst van het ontwerp als volgt te herzien :

1° Hoofdstuk I zou zijn opschrift behouden en ingedeeld worden in vier afdelingen :

a) Afdeling I, met als opschrift : "Goedkeuring van het eerste beheerscontract van de N.M.B.S.", zou artikel 1 omvatten.

b) Afdeling II zou het opschrift voeren : "Wijzigingen in de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen".

Die afdeling zou de artikelen 5 tot 12 van het ontwerp omvatten.

Er is immers grond om het ontworpen artikel 5 op te nemen in artikel 4 van de wet van 23 juli 1926, aangezien de bepalingen van dat artikel 5 een logisch vervolg vormen op de wijziging van artikel 1 van de wet van 23 juli 1926 door het ontworpen artikel 6 en, zoals precies in het verslag aan de Koning (blz. 14) wordt aangegeven, "artikel 4 wordt opgeheven ingevolge de wijziging van de aard van de staatsinbreng bedoeld in artikel 5 van het ontwerp.".

Hieruit volgt dat :

- artikel 6 artikel 2 zou worden (1);

- artikel 3 het ontworpen artikel 5 zou overnemen, dat als volgt zou moeten worden geredigeerd :

"Art. 3. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

---

(1) Het ontworpen artikel 7 zou vervallen zoals hierna voorgesteld.

"Art. 4. ... (de tekst van artikel 5 overnemen, behalve dat in het tweede lid de woorden "dit besluit" dienen te worden vervangen door de woorden "dit artikel")"";

- artikel 4 het ontworpen artikel 8 zou overnemen, met uitzondering van de opheffing van artikel 3 (zie hierna) en van artikel 4.

c) Afdeling III zou het opschrift voeren : "Wijzigingen in de programmawet van 30 december 1988".

Zij zou de ontworpen artikelen 13 en 14 omvatten, die de artikelen 9 en 10 zouden worden.

Anderzijds wordt voorgesteld het ontworpen artikel 14 (dat artikel 10 wordt) op te nemen in de programmawet van 30 december 1988 in de vorm van een artikel 164bis.

d) Afdeling IV zou het opschrift voeren : "Indeling van de N.M.B.S. bij de autonome overheidsbedrijven" en zou de ontworpen artikelen 2 en 3 overnemen, die de artikelen 11 en 12 zouden worden.

2° Hoofdstuk II zou als opschrift krijgen : "Omzetting van de N.M.B.S. in naamloze vennootschap van publiek recht".

a) Afdeling I zou het opschrift voeren : "Wijziging in de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen" en zou in de vorm van een artikel 13 het ontworpen artikel 4 overnemen dat zou worden opgenomen in artikel 3 van de wet van 23 juli 1926.

Dat artikel 13 zou als volgt worden geredigeerd :

"Art. 13. Artikel 3 van de wet van 23 juli 1926 tot oprichting van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen wordt vervangen als volgt :

"Art. 3. Aan de N.M.B.S. wordt de rechtsvorm gegeven van naamloze vennootschap naar publiek recht in de zin van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven" (1).

b) Afdeling II zou het ontworpen hoofdstuk IV overnemen; artikel 15 daarvan zou artikel 14 worden.

3° Hoofdstuk V zou hoofdstuk III worden.

---

(1) Die precisering wordt toegevoegd om verwarring te voorkomen met identieke benamingen waarmee wordt gewerkt in andere wetten, zoals de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van gewestelijke investeringsmaatschappijen.

Artikel 1.

1. Overeenkomstig artikel 6 van de wet van 21 maart 1991 moet het beheerscontract worden gevoegd bij het ontworpen besluit en te samen worden bekendgemaakt.

Geschreven moet worden :

"Artikel 1. Het bij dit besluit gevoegde beheerscontract, gesloten ...".

Voorts moet die bijlage de volgende vermelding bevatten : "Gezien om te worden gevoegd bij dit besluit".

2. De tweede volzin moet voorkomen in de slotbepaling, te weten artikel 17 van het ontwerp, dat artikel 16 wordt.

Artikel 2 (dat artikel 11 wordt).

De bepaling moet als volgt worden gesteld :

"Art. 11. In artikel 1, B, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 3 (dat artikel 12 wordt).

De bepaling moet eenvoudiger worden geredigeerd, te weten als volgt :

"Art. 12. Artikel 1, § 4, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven wordt aangevuld als volgt :

"2° de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen"".

Artikel 5 (dat artikel 3 wordt).

1. De tekst is ingegeven door artikel 57 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten. Hij neemt niet paragraaf 7 over, welke evenwel zeer nuttig is gebleken met betrekking tot de geschillen die bij de hoven en rechtbanken zijn aangebracht.

2. Het verdient aanbeveling om de tweede volzin van het tweede lid als volgt te stellen : "Zij kan zonder meer aan derden worden tegengeworpen vanaf ...".

3. In het derde lid moet worden geschreven : "De lijst van de goederen die aldus worden overgedragen, wordt door Ons vastgesteld, op voorstel van de N.M.B.S.".

Artikel 6 (dat artikel 2 wordt).

In de Franse tekst schrijve men :

"Art. 2. Dans l'article 1er ...".

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 11 (dat artikel 7 wordt).

Artikel 7.

De bepaling dient te vervallen, zoals met de gemachtigde ambtenaren is overeengekomen.

Artikel 8 (dat artikel 4 wordt).

Gelet op de algemene opmerking die in de bespreking van het bepalend gedeelte gemaakt is met betrekking tot de nieuwe inrichting van de bepalingen van het ontwerp, moet worden geschreven :

"Art. 4. De artikelen 6, 8 en 8bis van dezelfde wet worden opgeheven".

Artikel 9 (dat artikel 5 wordt).

De inleidende volzin van artikel 9 behoort als volgt te worden gesteld : "..., gewijzigd bij de wet van 2 augustus 1955, wordt vervangen als volgt :".

In het eerste lid, 4°, is het niet gebruikelijk een opsomming te onderbreken door een zelfstandige volzin.

Voorgesteld wordt te schrijven : "... door de Koning bepaalde vast dividend, waarvan de betaling door de Staat geschiedt".

Artikel 11 (dat artikel 7 wordt).

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 7. In artikel 13 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste tot het vijfde lid wordt opgeheven;

2° in het zesde lid, 1°, worden de woorden ...;

3° in het zesde lid, 2°, worden de woorden ...".

Artikel 12 (dat artikel 8 wordt).

De verwijzing naar artikel 15 behoort te vervallen.

Artikel 14 (dat artikel 10 wordt).

1. Als het voorstel van de Raad van State om dit artikel als een artikel 164bis in de programmawet van 30 december 1988 in te voegen, in aanmerking genomen wordt,

dienen de woorden "van de programmawet van 30 december 1988" in de inleidende zin te vervallen.

2. Paragraaf 2, 4°, bepaalt :

"§ 2. Het saldo van de hierna vermelde tegoeden, schuldvorderingen en wederzijdse schulden tussen de Staat en de N.M.B.S. wordt bij het maatschappelijk kapitaal gevoegd :

...;

4° de schuld tegenover de Dienst van de Sekwester opgenomen onder de rubriek IX.C.1. van het passief;".

De vraag rijst of een dergelijke bepaling wel degelijk tot doel heeft andere wetteksten verenigbaar te maken met de wet van 21 maart 1991. Bij onderzoek blijkt dat de ontworpen bepaling niet door de Koning genomen kan worden krachtens de hem door voornoemde wet verleende machtigingen. Want, in tegenstelling tot de verklaringen van de gemachtigde ambtenaar, houdt de overdracht van het spoorwegnet van de Staat naar de N.M.B.S. niet de kwijtschelding van de schuld van de N.M.B.S. tegenover de Dienst van het Sekwester in (1).

In de Nederlandse tekst dient het woord "Staat" met een hoofdletter geschreven te worden. Deze opmerking geldt

---

(1) De schuld betreft het hergebruik van locomotieven en rollend materieel die tijdens de oorlog 1940-1945 door Belgische constructiewerkplaatsen op bevel van de bezettende macht gebouwd zijn (zie het verslag aan de Koning, blz. 21).

voor alle bepalingen van het ontworpen besluit en de ontworpen statuten.

Artikel 15 (dat artikel 14 wordt).

Artikel 2 van de statuten :

In de Franse tekst dient men te schrijven : "L'article 1er bis ...".

Artikel 3 van de statuten :

In de Franse tekst dient "conseil d'administration" met een kleine letter geschreven te worden.

Artikel 4 van de statuten :

- In de Nederlandse tekst van artikel 4, 1°, a) dienen de woorden "kunnen verdeeld worden" te worden vervangen door de woorden "kunnen worden verdeeld;";

- Aangezien het niet gebruikelijk is een opsomming te onderbreken, zou de zelfstandige zin in 1°, a), als volgt in a) ingevoegd moeten worden : "... vertegenwoordigd door aandeelbewijzen en overeenkomstig artikel 9 van de voornoemde wet van 23 juli 1926 terugbetaald in vijfenzestig jaar tot in het jaar 2001;";

- het afzonderlijke lid na 1° lijkt te verwijzen naar de aandelen bedoeld in b); men zou moeten schrijven :

"... van honderd frank die aan de Staat worden toegekend als vergoeding voor zijn inbreng bepaald in artikel 5;";

- in 3°, zou het afzonderlijke lid als volgt in de inleidende zin overgenomen kunnen worden : "... de bedragen, vertegenwoordigd door gewone aandelen met elk een nominale waarde van honderd frank die aan de Staat toegekend worden : ...".

- in 4° van de Nederlandse tekst dienen de woorden "vervoer materieel" te worden vervangen door het woord "transportmaterieel".

Artikel 5 van de statuten :

Het opschrift van het koninklijk besluit moet aan het voorgestelde opschrift aangepast worden.

In de Nederlandse tekst dienen de woorden "de meeste ruime zin" te worden vervangen door de woorden "de meest ruime zin".

Artikel 8 van de statuten :

In de Nederlandse tekst van 4° dienen de woorden "het ... door de Koning bepaald dividend" te worden vervangen door de woorden "het ... door de Koning bepaalde dividend".

Artikel 8 neemt het nieuwe artikel 9, eerste en tweede lid, van de wet van 23 juli 1926 over en voegt aan

het tweede lid de woorden "door uitloting of wederinkoop op de Beurs" toe.

Zoals in de statuten vermeld staat voor andere bepalingen van de wet van 23 juli 1926 die erin worden overgenomen, dient hier te worden vermeld : "Artikel 9 van de voornoemde wet van 23 juli 1926 bepaalt dat :"; voorts dient artikel 9 in zijn geheel - en niet alleen de eerste twee leden - overgenomen te worden en dienen de woorden die er door de statuten aan toegevoegd worden en hierboven vermeld zijn, in artikel 9 van de wet van 23 juli 1926 ingevoegd te worden.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9 van de statuten, dat artikel 10 van de wet van 23 juli 1926 overneemt.

Artikel 12 van de statuten :

1° Het zou beter zijn in het eerste lid te schrijven : "Artikel 18, § 1, van de wet ..." en het paragraafteken tussen de aanhalingstekens weg te laten.

2° Het zou beter zijn in het tweede lid te schrijven : "Krachtens artikel 18, § 2, tweede lid, van de voornoemde wet, ...".

3° In de tekst zoals die overgenomen wordt in de statuten, dienen twee verbeteringen aangebracht te worden : in paragraaf 2, tweede lid, dient het woord "Minister" met kleine letter geschreven te worden en in de Franse tekst van

paragraaf 2, vierde lid, dient het woord "sauf" door het woord "sur" vervangen te worden.

Artikel 14 van de statuten :

De woorden "§ 1" en "§ 2" moeten worden toegevoegd.

Artikel 23 van de statuten :

Men schrijve : "pct.".

Artikel 16 (dat artikel 15 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 15. Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 21 augustus 1891 dat ter uitvoering van de wet van 25 juli 1891 de algemene voorwaarden betreffende gebouwen en beplantingen vaststelt, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 april 1934;

2° het ministerieel besluit van 22 augustus 1891 dat ter uitvoering van de wet van 25 juli 1891 de algemene voorwaarden betreffende gebouwen en beplantingen vaststelt;

3° het koninklijk besluit van 1 september 1897 dat de algemene voorwaarden tot het openen, het ontginnen van

steengroeven, mijnen, zandputten, venen, fosfaatmijnen enz. en het delven van uithollingen nabij de spoorweg vaststelt, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 14 augustus 1933 en 25 april 1934, bij het besluit van de regent van 11 februari 1946, en bij het koninklijk besluit van 25 maart 1966;

4° het ministerieel besluit van 5 september 1897 betreffende de machtiging tot het openen van steengroeven enz., nabij de spoorweg;

5° de besluitwet van 25 februari 1947 waarbij de regering ertoe gemachtigd wordt met de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen, de naamloze vennootschap genaamd "Compagnie du Chemin de fer international de Malines à Terneuzen", de naamloze vennootschap genaamd "Compagnie du Chemin de fer de Chimay", de Naamloze Maatschappij van de Elektrische Spoorwegen Brussel-Tervuren en de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen overeenkomsten te sluiten met het oog op de financiële tussenkomst van de Staat in de lasten, welke door die spoorwegmaatschappijen gedragen worden wegens de tariefverminderingen opgelegd ten gunste van sommige categorieën van bevoorrechte reizigers.

6° het besluit van de Regent van 19 december 1949 waarbij de Minister van Verkeerswezen er toe gemachtigd wordt respectievelijk met de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, de Naamloze Maatschappij van de Elektrische Spoorweg Brussel-Tervuren en de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen, een overeenkomst te

sluiten met het oog op de financiële tussenkomst van de Staat in de lasten welke door die spoorwegmaatschappijen gedragen worden wegens de tariefverminderingen opgelegd ten gunste van sommige categorieën van bevoorrechte reizigers;

7° het koninklijk besluit van 31 juli 1953 waarbij de Minister van Verkeerswezen er toe gemachtigd wordt respectievelijk met de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen, de Naamloze Maatschappij van de Elektrische Spoorweg Brussel-Tervuren en de Nationale Maatschappij van Buurtspoorwegen een bijvoeglijke overeenkomst te sluiten tot de overeenkomst van 10 maart 1950 met die maatschappijen aangaande de financiële tussenkomst van de Staat in de lasten, welke door hen gedragen worden wegens de tariefverminderingen opgelegd ten gunste van sommige categorieën van bevoorrechte reizigers;

8° het koninklijk besluit van 21 maart 1961 waarbij de nieuwe statuten van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen worden vastgesteld, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 november 1967, 30 maart 1981 en 6 november 1987;

9° het koninklijk besluit van 31 december 1964 betreffende de bijzondere overeenkomsten die de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen mag sluiten;

10° het koninklijk besluit van 14 maart 1966 betreffende de bijzondere overeenkomsten die de Nationale Maatschappij

der Belgische Spoorwegen mag sluiten voor het vervoer van kolen en staal".

Artikel 17 (dat artikel 16 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 16. Treden in werking de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt :

1° dit besluit;

2° het bijgevoegde beheerscontract".

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
J. MESSINNE, staatsraden,

P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier assumé,
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. NIHOUL, référendaire ajoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur. De nota van het Coördinatie-bureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. NIHOUL, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN. C.-L. CLOSSET.